Le nouveau Contrat de ville 2024-2030 de la Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins : un territoire unifié, fruit d'une large concertation

Désormais structuré autour d'un seul territoire « Ranguin - Saint-Pierre - Colline – Frayère » (dont une partie fait l'objet d'un PRU) représentant environ 7 000 habitants, ce contrat est le résultat d'un processus de concertation entre les acteurs institutionnels, associatifs, et les habitants. Ce travail de concertation et de co-construction sera conservé sur la durée du contrat.

Pour rappel le contrat de ville 2024-2030 repose sur 4 axes :

- Jeunesse, Education, Scolarité, Parentalité, Lutte contre l'oisiveté
- Emploi, Insertion économique
- Transition écologique, développement durable, cadre de vie, relations bailleurs locataires
- Sécurité, Prévention de la délinquance, tranquillité

De fait, 2025, a marqué la 1^{ère} année du fonctionnement effectif du contrat de ville 2024-2030.

Il est fondé expressément sur une démarche collective et partenariale reproduite chaque année dans le cadre d'une réunion des groupes projets thématiques, aux fins de faire émerger des priorités qui devront être en lien avec les besoins ponctuels ou récurrents du territoire, et les capacités d'actions des acteurs locaux.

I. Les priorités 2026 des partenaires financiers

A. Les priorités de la CACPL

⚠ Nous rappelons que l'appel à candidatures 2026 de la CACPL est unique pour l'ensemble des actions, relevant de la politique de la ville comme de la prévention de la délinquance et de la radicalisation.

NB : Pour l'État, l'appel à projets FIPDR (Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation), sera lancé distinctement dans les mois à venir.

Sur le territoire de la CACPL, seront financés en premier lieu les projets répondant pour chacun des axes aux priorités suivantes :

a. Dans l'axe 1 : Jeunesse, Education, Scolarité, Parentalité, Lutte contre l'oisiveté

Les projets visant à :

- Favoriser la participation citoyenne ;
- Soutenir la parentalité, en renforçant l'implication du/des parents.

b. Dans l'axe 2 : Emploi, Insertion économique

Les projets visant à :

- Faciliter la mobilité des publics à l'extérieur du quartier, en vue d'une insertion professionnelle ;
- Permettre l'accès au logement pérenne ou provisoire, dans le cadre d'une embauche ou d'un projet professionnel.

c. Dans l'axe 3 : Transition écologique, développement durable, cadre de vie, relations bailleurs locataires

Les projets visant à :

- **Améliorer la propreté du quartier ;**
- **Valoriser les espaces naturels et végétalisés.**

d. Dans l'axe 4 : Sécurité, Prévention de la délinquance, tranquillité

Les projets visant à :

- **Occuper les espaces de vie du quartier, communs à tous (animations festives/culturelles, activités sportives, ateliers de prévention, ...) pour permettre le recul de la délinquance de l'espace public ;**
- **Favoriser la prise en charge de la santé mentale des jeunes.**

- **Tout autre projet ne répondant pas à ces priorités sera étudié mais ne fera pas l'objet d'un financement prioritaire ;**
- **Le Fonds d'Innovation Sociale** (créé en 2025) permettra en cours d'années 2026 de financer des projets expérimentaux à petit budget. Les projets déposés devront être adressés au Chef de projet Politique de la Ville de la CACPL, sous la forme d'une demande écrite descriptive, succincte et budgétée.

B. Les priorités de l'État

Dans les Alpes-Maritimes, la Politique de la ville s'articule autour de trois priorités cruciales :

- **La lutte contre la délinquance juvénile** doit être au centre de nos préoccupations. Nous devons investir dans des programmes de prévention et d'éducation, collaborant étroitement avec l'ensemble des acteurs pour créer un environnement propice au développement sain des jeunes, éloignant ainsi les tentations de la délinquance ;
- **En parallèle, notre engagement vers l'emploi demeure une priorité majeure.** Nous nous efforçons de stimuler l'économie locale en favorisant la création d'opportunités professionnelles variées, contribuant ainsi à la stabilité financière des habitants des quartiers ;
- **Enfin, l'égalité entre les femmes et hommes constitue un axe transversal** au sein de ce contrat de ville garantissant l'inclusion et la diversité.

Ces trois axes doivent guider notre démarche pour construire un futur équilibré, équitable et sécurisé pour tous les concitoyens des Alpes-Maritimes.

C. Les priorités de la CAF 06

La Caf des Alpes-Maritimes est partenaire des collectivités dans le développement des services aux familles et poursuit les objectifs de rééquilibrage territorial, d'accès aux droits et aux services et de soutien aux familles, notamment les plus fragiles.

Ce partenariat s'inscrit dans une volonté de trouver des solutions adaptées aux besoins des habitants des quartiers prioritaires et de leurs enfants, en optimisant le recours aux dispositifs de droit commun mais aussi, le cas échéant, en soutenant des projets innovants.

Ainsi, la Caf soutiendra les actions dans les domaines de :

- **La petite enfance**, afin de contribuer au déploiement du Service Public de la Petite Enfance (SPPE) ;
- **L'enfance et la jeunesse** pour :
 - Réduire les inégalités d'accès des enfants aux activités péri et extrascolaires et favoriser l'accès aux vacances pour tous,
 - Favoriser l'autonomie et l'accès aux droits des adolescents et des jeunes adultes, en contribuant aux dispositifs d'éducation aux médias et à l'usage du numérique ;
- **La parentalité** pour soutenir les parents dans l'exercice de leur parentalité de la naissance à l'adolescence, notamment sur les sujets liés à la scolarité ;
- **L'animation de la vie sociale**, notamment au travers des structures telles que les centres sociaux et les espaces de vie sociale agréés par la Caf des Alpes Maritimes, et les actions portées par d'autres acteurs permettant la prise d'initiative des habitants et la cohésion sociale d'un quartier.

II. Les critères d'éligibilité des projets et utilisation des crédits

Les projets financés en priorité devront principalement :

- Porter sur des actions spécifiques et non sur des actions déjà financées par le droit commun ;
- Répondre aux priorités définies annuellement ci-dessus énoncées ;
- Bénéficier aux habitantes et habitants du quartier prioritaire (ils devront concerner à minima 75% d'habitants du QPV). Le financement pour le public hors QPV devra être recherché en cofinancement ;
- Préciser les objectifs qualitatifs et quantitatifs visés par l'action ainsi que les indicateurs d'évaluation et de mesure d'impact.

III. Les modalités de dépôt de dossier

Nous vous demandons de bien vouloir suivre scrupuleusement les indications suivantes lors de du dépôt de votre projet sur DAUPHIN, afin de garantir la recevabilité de votre dossier.

1. Saisie de votre demande sur Dauphin en respectant les indications du guide DAUPHIN ;
2. **Une action = un dossier déposé (même si le porteur est identique)**
3. Génération du brouillon ;
4. Transmission du brouillon :
 - au trio Politique de la ville (Délégué du Préfet, Chef de projet CACPL et chargé de conseil et de développement de la CAF),
 - et à ESA ou APPASCAM (vérification du volet administratif / de la conformité) ;
5. Attendre la validation par le trio Politique de la ville ou par votre référent pour valider sur DAUPHIN ;
6. Attendre la validation par Esa ou APPASCAM (vérification du volet administratif) ;
7. Validation sur Dauphin.

Dans une volonté d'évaluation des actions de la Politique de la Ville, il vous est demandé de :

- Limiter la description de votre action à 15 lignes
- Indiquer uniquement 2 objectifs concrets et mesurables
- Préciser des critères qualitatifs et quantitatifs mesurables et la méthode d'évaluation,

Concernant le public et précisément pour la CACPL, il est demandé de préciser :

- Le nombre de personnes visées par le projet, et si le projet est hors QPV le nombre d'habitants du QPV mobilisés ;
- Les modalités de communication, d'information et d'invitation des habitants ;
- Pour les actions plus générales et globales, le budget spécifiquement consacré à la partie se déroulant en direction des habitants des QPV devra être fourni ;
- Les objectifs qualitatifs et quantitatifs visés par l'action ainsi que les indicateurs d'évaluation et de mesure d'impact.

Vous trouverez le détail et les précisions, avec des exemples, dans le guide Dauphin.

CALENDRIER

Lancement de l'appel à projets : le mercredi 8 octobre 2025

Clôture de l'appel à candidatures le vendredi 19 décembre 2025 à 23h59, uniquement via un formulaire de demande en ligne sur la plate-forme Dauphin : <https://usager-dauphin.anct.gouv.fr>

Contacts à votre écoute :

Pour la CACPL :

Madame Samia KHELIL Samia.KHELIL@cannespaysdelerins.fr (jusqu'au 30 novembre / un nouveau Chef de projet est en cours de recrutement).

La Direction Politique de la Ville : nouvelle.frayere@cannespaysdelerins.fr

Tél : 04 89 82 27 36 / 04 89 82 28 05

Pour les services de l'État :

Le Délégué du Préfet - Cannes, Le Cannet - Grasse - Vence : M. Hugo BEN ABDELJELIL :

hugo.ben-abdeljelil@alpes-maritimes.gouv.fr

Tél : 06 31 02 06 09

Pour la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités – DDETS 06 - Service Politique de la Ville – égalité des territoires :

Marianne MARRALE : marianne.marrale@alpes-maritimes.gouv.fr

Pour l'accompagnement au dépôt du dossier Dauphin

ESA : Pierre TEDESCHI - tél : 04.22.48.06.19 : p.tedeschi@collectif-esa.org

APPASCAM : Véronique PECHENET- tél : 04.92.13.79.74 : veronique.pechenet.appascam@orange.fr

Pour la Caisse d'Allocations Familiales :

Madame Théodora GOYER adjowavi.goyer@caf06.caf.fr

Madame Emma LEBLOND emma.leblond@caf06.caf.fr

Madame Julia DALL'ARA julia.dallara@caf06.caf.fr